

Comment trouver de la documentation juridique?



Accéder aux revues de veille et d'actualité Le Quotidien, L'Hebdo... à des encyclopédies thématiques et des sources officielles françaises, européennes et étrangères francophones (législation, codes, conventions collectives et jurisprudence hors 1ères instances) et infographies.

Accéder à Lexbase

Que ce soit sur le campus ou à distance, penser à se connecter à l'**INTRANET** : <https://intranet.ut-capitole.fr/>



Dans **Applications**, cliquer sur (**Bibliothèque en ligne**).

Puis dans la partie **La Documentation**, cliquer sur le lien **Toutes nos ressources en ligne**.

Sous le titre **Lexbase**, cliquer sur le lien **Accès**.

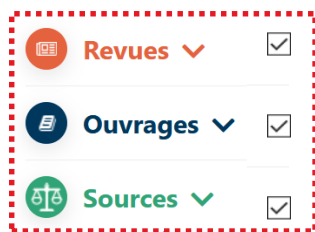
Trouver des documents juridiques

De la recherche simple ...

- 1 Saisir le ou les mots-clés
- 2 Lancer la recherche

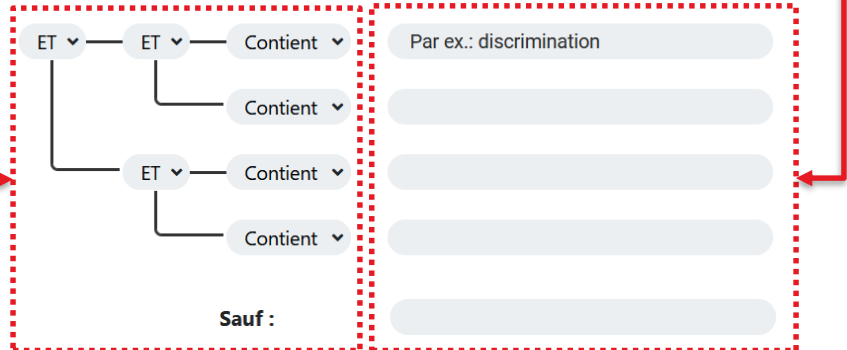


... à la recherche avancée :



La recherche peut être restreinte à un ou plusieurs fonds (Revues, Ouvrages, Sources françaises, européennes...)

- 1 Choisir l'opérateur **ET**, **OU**, **SAUF** pour croiser vos termes de recherche
- 2 Saisir vos mots-clés pour lancer une recherche en texte intégral



- 3 Lancer la recherche



En page d'accueil, **accès direct à différentes ressources :**



Décisions de justice



Ouvrages juridiques



Revues juridiques



Textes juridiques



Infographies juridiques

Un exemple



Exploiter la liste de résultats

redressement judiciaire ET banque ET entreprise

Chercher

De la liste des résultats.....

Résultat de jurisprudence

Filtres

Affiner par mot-clés

Redressement judiciaire Liquidation judiciaire

Procédure collective Déclaration d'une créance

Taux légal Frais répétables Caution solidaire

Personne physique Dommages-intérêts Prêt

Borner par date

Date min.

Date max.

T. com. Laval, 25-03-2020, aff. n° 2020000629 A62234MG

article, 873, CPC article, 872, CPC

article, 873, CPC article, 872, CPC travaux publics procédure collective liquidation de l'astreinte

exécution d'une décision

travaux publics procédure collective

redressement judiciaire [...] mandataire **judiciaire** avances consenties par la **banque** RAPPEL DES FAITS La société **ENTREPRISE** FELJAS ET MASSON a fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de **redressement judiciaire** suivant jugement rendu par le présent Tribunal, le 27 novembre 2019. La SELARL GUILLAUME LEMERCIER a été désignée en qualité de mandataire **judiciaire** et la SELARL AJASSOCIES en qualité d'administrateur **judiciaire**. Par autre jugement en date du 28 février 2020, la conversion de la procédure en liquidation **judiciaire** avec une poursuite d'activité [...] caution bancaire - l'ouverture d'un compte courant dont l'**entreprise** est titulaire chez la **BANQUE** DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS tandis qu'aucun accès lui est offert tel que stipulé à l'article 4, avec pour objectif de contre-garantir la **banque** des engagements pris par elle au bénéfice de son client.

Affiner sa recherche en choisissant par mots-clés, date...

... à la lecture d'un résultat (exemple d'une décision de jurisprudence)

Référence de la décision

Jurisprudence : CA Reims, 31-05-2016, n° 14/02595, Confirmation

Sources françaises > Jurisprudence > Judiciaire > Cours d'appel > REIMS > CA Reims, 31-05-2016, n° 14/02595, Confirmation

Décision consultée

CA Reims, 31-05-2016, n° 14/02595, Confirmation

Article, 2292, C. civ. Article, L341-6, C. consom. Article, L650-1, C. com. Article, L341-4, C. consom. Article, 2288, C. civ.

Acte de caution Acte Action en nullité Nullité de l'engagement Mention manuscrite

ARRÊT N° du 31 mai 2016 R.G 14/02595 Z'HONNEUR Y c/ SA FONDS COMMUN DE TITRISATION 'HUGO CRÉANCES 3' DB Formule exécutoire le à - SCP GUILBAULT-MILTAT ASSOCIEES - SCP ACG & ASSOCIES COUR D'APPEL DE REIMS CHAMBRE CIVILE-1^{re} SECTION ARRÊT DU 31 MAI 2016

APPELANTS d'un jugement rendu le 28 mai 2014 par le tribunal de grande instance de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, Monsieur Z.ZZZ

FRIGNICOURT Madame YZ YZ épouse YZ'YZ

FRIGNICOURT COMPARANT, concluant par la SCP GUILBAULT-MILTAT ASSOCIEES, avocats au barreau de CHALONS-EN-CHAMPAGNE INTIMÉE SA FONDS COMMUN DE TITRISATION 'HUGO CRÉANCES 3' représenté par la Société de Gestion GTI ASSET MANAGEMENT, venant aux droits de la CRCAM du NORD EST, ayant siège social 25 Rue Libergier à REIMS (51100).

PARIS COMPARANT, concluant par la SCP ACG & ASSOCIES, avocats au barreau de REIMS

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DÉBATS ET DU DÉLIBÉRÉ Madame SIMON-ROSSENTHAL, conseiller faisant fonction de président de chambre

Plan de la décision

Entête

Parties

Composition

Faits

Déféré

Moyens

Motivations

Dispositif

Documents liés à la décision consultée

Contentieux (2)

Décisions similaires

Documents liés à la décision

Décision

Plan cliquable